

COMMUNIQUÉ FINAL
DE LA
COMMISSION TRIPARTITE PLUS CONJOINTE
KIGALI (RWANDA)
10 DÉCEMBRE 2008

La Commission Tripartite Plus conjointe s'est réunie à Kigali (Rwanda) le 10 décembre 2008 pour faire le point sur les progrès réalisés dans la suppression des menaces sécuritaires dans la région des Grands Lacs posées par la persistance des activités menées par des groupes armés illégaux à l'Est de la RD Congo. Les ministres des Affaires étrangères des États membres, à savoir la République du Burundi, la République Démocratique du Congo (RDC), la République du Rwanda et la République de l'Ouganda ont déploré l'intensification des actes de violence dans l'Est du RD Congo qui a engendré une crise humanitaire. Ils ont salué le renforcement du dialogue, le changement de la dynamique et l'évolution positive des relations entre les gouvernements de la République Démocratique du Congo et du Rwanda et ont exhorté les groupes armés à prendre des mesures urgentes pour mettre fin à la violence, à déposer leurs armes et à réintégrer, à réinsérer ou à regagner leurs pays, le cas échéant. Ils ont salué également la nomination des Présidents Obasanjo et Mkapa comme Envoyés Spéciaux à l'Est de la RD Congo et leur ont assuré leur coopération afin de réaliser l'objectif de rétablir la paix dans la région. L'Union européenne, l'Union africaine, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour le Congo (MONUC) et la Conférence internationale de la Région des Grands Lacs (CIRGL) ont participé à la réunion en qualité d'observateurs.

Les ministres des États membres de la Commission conjointe:

- ont exhorté toutes les parties à coopérer avec les facilitateurs internationaux, notamment le Président Obasanjo et le Président Mkapa, pour la recherche d'une solution pacifique au conflit dans l'Est du Congo à travers des démarches politiques;
- ont approuvé le Communiqué conjoint du 5 décembre entre le Gouvernement de la RDC et le Gouvernement rwandais par lequel ils ont annoncé une stratégie militaire commune pour mettre fin à la menace posée par les FDLR/ex-FAR/Interahamwe, et l'engagement par le Gouvernement de la RDC de renouer les relations diplomatiques avec le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda au cours du premier trimestre de 2009;
- ont approuvé les pourparlers directs entre le Gouvernement de la RDC et le CNDP dans le cadre du programme Amani et ont lancé un appel à toutes les parties au processus de Goma d'observer le cessez-le feu, de créer des zones de séparation et de mettre en marche le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration;

- ont approuvé le renforcement des effectifs et du mandat de la MONUC en vue de contribuer à l'effort bilatéral et Tripartite Plus pour désarmer les forces négatives en RD Congo;
- ont préconisé la mise en œuvre urgente de la résolution UNSCR 1804 (2008) autorisant les sanctions sur les déplacements et les sanctions financières à l'encontre des dirigeants du FDLR et ont demandé la mise en œuvre rapide et totale de toutes ses dispositions par toutes les parties intéressées;
- ont salué l'accord du 4 décembre visant à accélérer le processus de paix entre le Gouvernement du Burundi et le FNL et ont exhorté la région et la communauté internationale à appuyer les échéances de la mise en œuvre dudit accord;
- ont noté que la LRA n'a pas pu signer l'accord de paix final avec le Gouvernement ougandais et ont demandé qu'une plus grande pression diplomatique et militaire soit appliquée;
- ont décidé de renforcer le processus de planification conjointe;
- ont demandé au Conseil de sécurité des Nations Unies d'adopter une résolution imposant les sanctions de déplacement et les sanctions financières à l'encontre des dirigeants de la LRA et de l'ADF/NALU, à l'instar de la résolution UNSCR 1804 (2008) prise à l'encontre du FDLR;
- sont favorables à la mise en place d'un groupe de travail de la Tripartite Plus ou d'une organisation semblable pour examiner les mesures économiques et sécuritaires visant à limiter l'influence des forces négatives et autres réseaux illégaux, et les empêcher ainsi de financer leurs actions violentes. Ces mesures peuvent comprendre l'élimination de leur domination illégale sur les ressources minières et naturelles ; l'arrêt des impositions illégales ; l'arrêt des nominations illégales des responsables locaux et la suppression des postes de contrôle douanier ; et le contrôle des foyers des populations et la lutte contre les autres activités criminelles comme les viols, les meurtres, le racket et les pillages. Ce processus visera également à encourager les activités économiques légales.
- ont accueilli le groupe économique régional, le Communauté Économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), comme observateur à la Commission Tripartite Plus conjointe.

Les ministres de la Commission conjointe ont décidé de se réunir encore une fois en RDC pour faire une évaluation des progrès réalisés dans le cadre des actions convenues.

Kigali (Rwanda)

le 10 décembre 2008